



SÉRIE INNOVATION PAFO-COLEACP: Innovations et succès des PME et organisations de producteurs africains

Session N°5 Sécurité alimentaire et nutritionnelle : la contribution des MPME et des entrepreneurs

*22 juillet 2021, 12h00-14h00 (GMT)
Traduction anglais-français disponible*

1. Contexte

L'Afrique n'est pas en de bonne voie pour atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) n°2 qui vise à éliminer la faim et à assurer l'accès de tous à une alimentation saine, nutritive et suffisante tout au long de l'année et à mettre fin à toutes les formes de malnutrition. Le nombre de personnes souffrant de la faim sur le continent a augmenté de 47,9 millions depuis 2014 et s'élève désormais à 250,3 millions, soit près d'un cinquième de la population. Parmi ces personnes, 15,6 millions se trouvent en Afrique du Nord et 234,7 millions en Afrique subsaharienne. En outre, 426,0 millions de personnes en Afrique connaissent une insécurité alimentaire modérée (c'est-à-dire qu'elles ont un régime alimentaire de faible qualité et peuvent être contraintes, à certains moments de l'année, de manger moins qu'habituellement). Une détérioration continue de la sécurité alimentaire est également attendue pour 2021 en raison de la pandémie de la COVID-19¹ et de la hausse des prix.²

Outre la faim, des millions de personnes souffrent de carences généralisées en micronutriments dans tous les pays d'Afrique. Plus de 820 millions de personnes souffrent de dénutrition et de faim, 150 millions d'enfants de moins de 5 ans ont un retard de croissance, on estime que deux milliards de personnes ont une carence en un ou plusieurs micronutriments et que deux milliards de personnes sont en surpoids ou obèses.³ Toutes ces conditions ont de graves conséquences sur la survie, la morbidité, ainsi que sur les possibilités des individus, de l'économie et de la société à s'épanouir. La dénutrition, en jeune âge, peut avoir des conséquences dévastatrices et permanentes sur la croissance physique, ainsi que sur le développement cognitif et social et peut entraîner des déficiences

1 FAO, CEA et CUA. 2021. [Aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique, 2020 : Transformer les systèmes alimentaires pour des régimes alimentaires sains et abordables](#). Accra, FAO.

2 PAM. [Les pertes d'emplois dues à la pandémie se conjuguent à la hausse des prix des denrées alimentaires pour rendre la nourriture inaccessible à des millions de personnes](#). 7 juillet 2021.

3 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. [L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. 2019 Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements de l'économie](#). Rome, Italie : FAO ; 2019.



physiques et mentales tout au long de la vie.⁴

La «triple charge» de la malnutrition – la dénutrition (insuffisance pondérale, retard de croissance et émaciation), le surpoids, ainsi que l'obésité et les carences en micronutriments - est particulièrement lourde dans les pays en développement, et aiguë en Afrique. Même si des progrès ont été accomplis, notamment en ce qui concerne la malnutrition infantile,⁵ la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes progresse trop lentement pour que l'ODD n°2 soit atteint d'ici à 2030.⁶

2. Changements nécessaires dans les habitudes alimentaires

Bien que des progrès considérables aient été réalisés en matière d'augmentation de la production alimentaire mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime nécessaire d'augmentation de 50 % la production alimentaire d'ici à 2050 pour offrir une alimentation nutritive, sûre et durable à la population mondiale croissante.⁷

Cependant, l'augmentation de la nourriture disponible pour la consommation repose également sur la réduction du gaspillage alimentaire.

Le surpoids et l'obésité augmentent dans le monde entier en raison d'une consommation accrue d'aliments riches en énergie, en graisses, en sucres ajoutés ou en sel, et d'une consommation insuffisante de fruits, de légumes et de fibres alimentaires. Les analyses basées sur les enquêtes auprès des ménages et les bilans alimentaires de la FAO suggèrent une croissance accélérée de la consommation de viande et une croissance plus lente de la consommation de fruits et légumes. Cette tendance, associée à une consommation en forte hausse d'aliments transformés, souvent avec des quantités excessives de sel, de sucre et de conservateurs, suscite des inquiétudes concernant l'évolution vers des régimes alimentaires moins sains et la croissante prévalence des carences en micronutriments et du surpoids.⁸

Cette «**transition nutritionnelle**» reflète une urbanisation rapide, une production accrue d'aliments transformés et des modes de vie plus sédentaires. Le continent africain ne fait pas exception.

En Afrique, la plupart des **pertes alimentaires** se produisent entre la récolte et le point de vente. Les principales causes des pertes alimentaires en Afrique sont, entre autres, le manque d'infrastructures frigorifiques, en particulier pour les denrées périssables, le manque de fiabilité et l'inadéquation des installations de stockage, ainsi que les compétences insuffisantes en matière d'agro-transformation au sein des communautés des petits exploitants agricoles.⁹ Par conséquent, il existe un besoin croissant de produire et de **transformer** des aliments afin d'augmenter la sécurité alimentaire et de réduire les pertes alimentaires. Un stockage et un transport appropriés (par exemple, afin de garantir la chaîne du froid) permettent d'éviter la contamination des aliments et de réduire les pertes de nutriments après récolte dans les produits frais. La transformation des aliments (par exemple, par la mouture, la cuisson, la congélation, la fermentation ou l'enrichissement) peut augmenter la durée de conservation, la palatabilité et la facilité de préparation des

4 FAO. [L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture](#). Tendances et défis. 2017.

5 La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans a été réduite d'environ 32 % au cours des 20 dernières années (OMS).

6 Initiatives de développement. [Rapport mondial sur la nutrition 2018 : Éclairer pour stimuler l'action en matière de nutrition](#). Bristol, Royaume-Uni. 2018.

7 FAO. [L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture: Voies alternatives à l'horizon 2050](#). Rome, Italie ; 2018.

8 FAO. [L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture](#). Tendances et défis. 2017.

9 FAO. [Journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages alimentaires](#). 2020.

aliments, ainsi que leur teneur en nutriments.¹⁰

La **sécurité alimentaire** est également une préoccupation majeure, car les aliments impropres à la consommation restent une cause importante de maladies et de décès, notamment en Afrique. L'OMS énumère neuf facteurs qui contribuent aux épidémies de maladies d'origine alimentaire : l'eau insalubre utilisée pour le nettoyage et la transformation des aliments ; les processus de production et la manutention médiocres, y compris l'utilisation inappropriée de produits chimiques agricoles ; le manque d'infrastructures de stockage ; ainsi que les normes réglementaires inadéquates ou mal appliquées. L'expérience du COLEACP montre que la capacité locale à mettre en œuvre des normes et des réglementations en matière de sécurité alimentaire est un facteur clé pour fournir des aliments sains et nutritifs.

Les régimes alimentaires ont des conséquences directes sur la santé publique, le développement durable et le changement climatique. Les modes de consommation alimentaire actuels imposent également des coûts sanitaires et environnementaux élevés, qui ne se reflètent pas dans les prix des denrées alimentaires. L'adoption d'un modèle alimentaire plus végétal permettrait, non seulement de réduire le coût des régimes alimentaires, mais aussi de diminuer les coûts sanitaires et environnementaux.¹¹ Il est donc urgent d'envisager des changements dans la façon dont nous produisons, transformons et consommons les aliments, ainsi que l'impact sur notre environnement.

Alors que la production alimentaire doit suivre le rythme de l'augmentation de la demande, il convient de garantir un **accès équitable à la nourriture et une utilisation adéquate de celle-ci**, car il existe d'importantes **inégalités dans les résultats nutritionnels** au sein des pays et des populations.¹² Dans toutes les catégories de revenus, les régimes alimentaires sains et équilibrés en termes de nutriments sont trois à plus de cinq fois plus chers que les régimes alimentaires suffisants en termes d'énergie. Près des trois quarts de la population africaine n'ont pas les moyens de s'offrir un régime alimentaire «sain», et plus de la moitié n'ont pas les moyens de s'offrir un régime alimentaire «équilibré en termes de nutriments». Même le régime «suffisant sur le plan énergétique» est hors de portée pour 11,3 % de la population du continent.¹³ Les aliments nutritifs, tels que les fruits, les légumes et les protéines animales, sont relativement chers par rapport aux aliments de base comme les céréales et les racines riches en nutriments. L'inégalité des revenus et des autres moyens de subsistance explique les grandes différences d'accès à des aliments diversifiés et nutritifs. Les ménages les plus pauvres ont peu accès au stockage des aliments, aux équipements de cuisson et à l'eau potable, ainsi qu'aux services, tels que les soins de santé et l'éducation nutritionnelle de base.

Les moyens par lesquels **l'agriculture peut contribuer durablement à l'amélioration de la diversité alimentaire et des résultats en matière de nutrition** sont les suivants: le soutien accru à la recherche agricole et aux services de vulgarisation; l'intensification durable de la production et de la gouvernance foncière; l'adoption de technologies efficaces et adaptées; les systèmes agroforestiers intégrés réduisant la déforestation et encourageant la récolte de produits autochtones riches en nutriments; l'amélioration des infrastructures de marché et de la sécurité alimentaire; les stratégies éducatives renforçant les systèmes alimentaires locaux et encourageant la culture et la consommation d'aliments locaux riches en micronutriments; la bio-fortification pour améliorer la qualité nutritionnelle; la réduction des pertes post-récolte grâce à des techniques de manipulation, de conservation, de stockage, de préparation et de transformation améliorées. La réduction de l'écart entre les

10 FAO, CEA et CUA. 2021. [Aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique, 2020 : Transformer les systèmes alimentaires pour des régimes alimentaires sains et abordables](#). Accra, FAO.

11 *ibid.*

12 IFPRI. [Rapport mondial sur la nutrition 2020](#).

13 FAO, CEA et CUA. 2021. [Aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique, 2020 : Transformer les systèmes alimentaires pour des régimes alimentaires sains et abordables](#). Accra, FAO.

genres reste une priorité essentielle pour un changement efficace. **L'autonomisation des femmes** peut avoir des effets positifs plus directs sur la nutrition de leurs familles. Il existe généralement une association positive entre l'autonomisation des femmes et leur propre nutrition et sécurité alimentaire ainsi que celle de leurs jeunes enfants. Plusieurs études établissent un lien entre la prise de décision, l'autonomie ou la responsabilisation des mères dans la production agricole et les indicateurs d'une meilleure nutrition des enfants ou des femmes. Récemment, il a été confirmé expérimentalement que l'autonomisation des femmes est un médium permettant à un programme nutritionnel d'améliorer l'état nutritionnel des enfants. L'autonomisation des femmes est bénéfique pour elles-mêmes, leurs familles et l'économie en général.¹⁴

Les chaînes de valeur sensibles à la nutrition peuvent être mises en place grâce à diverses interventions, notamment des **campagnes de sensibilisation et d'information des consommateurs** qui augmentent la demande d'aliments riches en nutriments, démontrent leurs avantages et promeuvent des outils qui améliorent la valeur nutritionnelle des aliments tout au long de la chaîne de valeur.

Pour accroître l'utilisation, l'adoption et la production de connaissances sur les **informations et les innovations liées à la nutrition**, les liens entre les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) et les organismes de recherche doivent être renforcés et les meilleures pratiques partagées. Des stratégies de labellisation et de marketing doivent être mises en place pour guider les consommateurs dans leurs choix et promouvoir des modes de vie sains. Les exemples de réussite doivent être partagés pour démontrer le retour sur investissement, ainsi que promouvoir des politiques et des réglementations favorables aux entreprises qui encouragent les investissements dans les chaînes de valeur des aliments nutritifs.

3. Le rôle clé des MPME et des entrepreneurs dans la production d'aliments nutritifs

Pour que des aliments nutritifs et sains soient disponibles, accessibles, abordables et participent à une meilleure nutrition, il faut que toutes les parties prenantes du système alimentaire, y compris les producteurs, les transformateurs, les détaillants et les consommateurs, agissent dans des institutions privées et publiques.

Les MPME et les entrepreneurs locaux ont un rôle clé car ils fournissent la plupart des aliments consommés en Afrique. Ils jouent un rôle clé dans la chaîne d'approvisionnement des marchés intérieurs, génèrent des emplois et des revenus, notamment chez les jeunes, sont étroitement liées aux producteurs et aux zones rurales, connaissent les préférences alimentaires de leurs clients et adoptent rapidement les technologies et les innovations. Les PME et les entreprises servent également les marchés institutionnels, tels que les programmes alimentaires gouvernementaux et les agences humanitaires.

Cependant, les MPME rencontrent des difficultés à rendre les aliments nutritifs abordables pour les consommateurs à faibles revenus de manière économiquement viable, en raison des coûts de production élevés. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19 qui impacte de manière sévère la disponibilité d'aliments nutritifs, l'insécurité alimentaire et la faim, il est nécessaire de renforcer le soutien apporté à **l'amélioration de la résilience des chaînes de valeur nationales**, au renforcement de la coordination des chaînes de valeur et à l'encouragement de l'innovation.¹⁵ Ce sont les petits exploitants agricoles et les petits et moyens commerçants et grossistes, qui transportent les produits des zones de production

14 GAIN. [Renforcer l'autonomie des femmes tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire](#). 2020.

15 Kaat Van Hoyweghen, Anna Fabry, Hendrik Feyaerts, Idrissa Wade, Miet Maertens. [Résilience des chaînes de valeur mondiales et locales face à la pandémie de Covid-19 : Enquête sur les chaînes de valeur des légumes au Sénégal](#). Association internationale des économistes agricoles. 2021.

rurales vers un réseau de marchés urbains par le biais d'un réseau de petits et moyens commerçants, qui sont prévalents dans ces chaînes de valeur.

Les études de l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN)¹⁶ recommandent un **système fiscal plus favorable aux MPME** produisant des aliments nutritifs ; des politiques agricoles qui soutiennent la production d'aliments plus diversifiés et riches en nutriments; la stimulation de la **technologie et de l'innovation** adaptées à l'échelle des PME et le transfert de technologies; la réduction des obstacles administratifs pour les MPME, ainsi que la facilitation des procédures commerciales essentielles et l'accès aux intrants nécessaires, tels que le crédit, les infrastructures et l'énergie.

Les MPME doivent être incluses dans tous les efforts des secteurs public et privé visant à accroître la disponibilité et l'accessibilité des aliments nutritifs en Afrique, ainsi qu'à assurer qu'ils soient vendus à un prix abordable.¹⁷ Les MPME sont le chaînon manquant dans l'accès aux fonds et aux investissements, car elles sont trop grandes pour la microfinance et trop petites pour les prêts commerciaux. Par conséquent, les efforts visant à augmenter le **financement disponible pour les MPME produisant des aliments nutritifs** en Afrique et dans d'autres régions à faible revenu sont essentiels pour renforcer les chaînes de valeur alimentaires et augmenter l'offre d'aliments nutritifs. Les capitaux privés - en particulier les financements mixtes - ont un potentiel considérable pour combler le manque de financement afin de débloquent davantage d'investissements et d'assistance technique aux MPME travaillant dans les chaînes de valeur des aliments nutritifs.¹⁸

Les exportations agroalimentaires de l'Afrique vers l'Union européenne sont des facteurs clés de développement car elles contribuent à la création d'emplois et à l'augmentation des revenus, en particulier parmi des groupes tels que les jeunes et les femmes rurales. Elles contribuent aussi, et ce de manière tout aussi importante, à l'amélioration de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la sécurité des aliments grâce à la **diffusion de connaissances et de savoir-faire** sur des aspects tels que la **conformité sanitaire et phytosanitaire, l'autonomisation sociale et la protection de l'environnement**, de sorte que les compétences et les technologies adoptées pour les marchés d'exportation profitent également à la production et donc à la consommation sur des marchés locaux et régionaux.

4. Points clés pour discuter de la transition vers une alimentation nutritive

- Comment les MPME et les organisations africaines d'agriculteurs peuvent-elles augmenter la production et la commercialisation d'aliments nutritifs de manière rentable ?
- Quels sont les obstacles auxquels elles sont confrontées ? De quel soutien ont-elles besoin ?
- Quelles mesures incitatives peuvent être offertes aux MPME et aux petits exploitants pour qu'ils s'orientent vers des aliments plus sains et plus nutritifs et quels investissements des secteurs public et privé peuvent accélérer cette transition ?

16 FAO. GAIN. [Tirer parti des petites et moyennes entreprises pour améliorer la nutrition](#). 2018.

17 Demmler KM. [Le rôle des petites et moyennes entreprises dans les chaînes d'approvisionnement en aliments nutritifs en Afrique](#). GAIN. Working Paper Series #2. Genève, Suisse, 2020.

18 Stella Nordhagen, Sofia Condés et Greg S. Garrett. [Le financement mixte : Une approche prometteuse pour libérer les investissements privés dans les chaînes de valeur des aliments nutritifs sur les marchés frontières](#). Gain Discussion Paper Series n. 1. 2019.

PROGRAMME 22 juillet 2021 (12h00-14h00 GMT)

12h00-12h10 Introduction

Mots de Bienvenue :

- *Fatma Ben Rejeb, PDG, PAFO*
- *Jeremy Knops, Délégué général, COLEACP*

Modératrice : *Isolina Boto, Chef des Réseaux et Alliances, COLEACP*

12h10-13h00 Panel : Succès d'entrepreneurs

- *Marie Ange Mukagahima, Fondatrice et PDG, Zima Enteprise, Rwanda*
- *Jolenta Joseph, Fondatrice et PDG, Sanavita, Tanzanie*
- *Oluwaseun Sangoleye, Fondatrice et PDG, Baby Grubz, Nigeria*
- *David Foli Ayivor, Fondateur et PDG, AGROMYX, Ghana*
- *Courage Hodey, Directeur Financier, Maphlix Trust Ghana Limited, Ghana*

13h00-13h20 Commentateurs

- *Lawrence Haddad, Directeur exécutif, Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN)*
- *Aggrey Agumya, Directeur pour la recherche et l'innovation, Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA)*

13h20-13h50 Discussion

13h50-14h00 Principaux points à retenir et conclusion

Fatma Ben Rejeb, PDG, PAFO